

ASSOCIATION A.D.S.E.A.A.V.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres
A.D.S.E.A.A.V.
230 rue Marcellin Berthelot
83130 LA GARDE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.D.S.E.A.A.V. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles générales » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 3 juin 2026

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Patrick Marchand

Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Frais d'établissement (I)	54 488	14 110	40 379	43 932
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilé	199 765	130 796	68 970	18 809
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	3 314 112	2 609 853	704 259	620 094
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	1 324 770	25 962	1 298 808	1 257 390
Total actif immobilisé (II)	4 838 647	2 766 611	2 072 036	1 896 292
Stocks et en-cours				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 489 679	25 251	2 464 428	2 276 495
Autres créances	775 796	42 849	732 947	741 587
Charges constatées d'avance	23 913		23 913	36 082
Valeurs mobilières de placement				
Autres titres	14 732		14 732	14 457
Disponibilités	20 605 949		20 605 949	12 988 530
Total actif circulant (III)	23 910 069	68 100	23 841 968	16 057 150
TOTAL ACTIF (I+II+III)	28 803 204	2 848 821	25 954 383	17 997 375



Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	657 052	657 052
Autres fonds propres sans droit de reprise	657 052	657 052
Fonds propres avec droit de reprise		-1 018 103
Autres fonds propres avec droit de reprise		-1 018 103
Réserves	3 331 697	3 268 351
Réserves pour projet de l'entité	3 291 697	3 228 351
Autres réserves	40 000	40 000
Report à nouveau	-1 630 402	-2 506 703
Dont RAN des activités sociales sous gestion contrôlée	549 758	
Excédent ou déficit de l'exercice	2 167 504	1 957 749
Situation nette (sous-total)	4 525 851	2 358 347
Subventions d'investissement	139 221	73 592
Provisions réglementées	1 084 060	1 084 060
Total I	5 749 132	3 515 999
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	211 616	208 694
Total II	211 616	208 694
PROVISIONS		
Provisions pour risques	631 943	587 215
Provisions pour charges	1 869 616	1 760 097
Total III	2 501 559	2 347 312
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Découverts et concours bancaires	11 962 497	6 666 712
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	11 962 497	6 666 712
Emprunts et dettes financières diverses	22 482	19 807
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	578 188	583 253
Dettes fiscales et sociales	4 323 279	4 094 321
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	82 858	70 256
Autres dettes	522 770	491 021
Total IV	17 492 075	11 925 370
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	25 954 383	17 997 375



COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits d'exploitation		
Cotisations	160	
Ventes de biens et de services	173 681	172 883
<i>Ventes de prestations services</i>	173 681	172 883
Produits de tiers financeurs	38 687 497	37 026 803
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	38 687 497	37 026 803
Repr. / amort., dépréc. et prov.	56 572	470 951
Produits des cessions d'immobilisations	1 800	
Utilisation des fonds dédiés	30 037	62 862
Autres produits	739 857	759 242
Total des produits d'exploitation (I)	39 689 605	38 492 742
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	12 446 285	12 348 398
Impôts, taxes et versements assimilés	1 967 929	1 907 069
Salaires	14 963 291	14 449 043
Cotisations sociales	6 928 264	6 689 619
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	278 824	306 313
<i>Sur immob. : dotations aux amort.</i>	278 824	261 829
<i>Sur actif circulant. : dotations aux dépréciations</i>		44 484
Dotations aux provisions	210 819	430 130
Reports en fonds dédiés	32 960	46 400
Valeurs comptables des immo. cédées	39	
Autres charges	699 505	542 653
Total des charges d'exploitation (II)	37 527 917	36 719 625
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 161 687	1 773 117
Produits financiers		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.	3 857	3 636
Autres intérêts et produits assimilés	1 960	1 342
Total des produits financiers (III)	5 817	4 979
Charges financières		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		25 962
Intérêts et charges assimilés		53 122
Total des charges financières (IV)		79 084
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 817	-74 105
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	2 167 504	1 699 012
Total des produits exceptionnels (V)		1 923 814
Total des charges exceptionnelles (VI)		1 665 077
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		258 737
Total des produits (I + III + V)	39 695 421	40 421 535
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	37 527 917	38 463 786
EXCEDENT OU DEFICIT	2 167 504	1 957 749
<i>Dont résultat sous gestion contrôlée</i>	<i>2 016 756</i>	<i>1 632 459</i>



COMPTE DE RESULTAT

du 01/01/25	du 01/01/24
au 31/12/25	au 31/12/24
12 mois	12 mois

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	750	
TOTAL	750	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT		
Mise à disposition gratuite	750	
TOTAL	750	



Comptes annuels

31/12/2025

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADSEAAV

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 25 954 383 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 2 167 504 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 09/04/2026 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes en Difficulté du Var (ADSEAAV), dite Sauvegarde du Var, déclarée en sous-préfecture de Toulon le 21 janvier 1958, et issue de l'Association Toulonnaise de Protection de l'Enfance créée le 14 janvier 1947, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'Association a pour but le soutien et l'accompagnement des enfants, des adolescents et des adultes en difficulté.

Pour cela, elle a la capacité à créer et gérer des établissements et structures qui permettent de répondre à ce but et à développer des actions de formation, de recherche, d'études et d'accompagnement, d'agir avec tous les organismes publics et privés nécessaires à ces missions.

L'Association intervient sur l'ensemble du Var. Elle dispose d'une siège social pour la gestion propre de l'activité associative et elle est organisée en 4 Pôles d'activité depuis 2022, la répartition des activités est la suivante:

Ressources : Siège social

Milieu Ouvert : AEMO, AEMO Spécial Jeunes, SIE, Médiation familiale, Espace Rencontre,

Mineur Non Accompagné : des structures collectives : Mise à l'abri à la Valette du Var, Agora à Cuers, Le Blue à la Seyne, Le Portalet, les Orangers, Le Relais, et un dispositif d'accompagnement en appartement diffus.

Hébergement : PFS, RCV, RCVR

Soins Santé Insertion: CMPP, ACT, ASLL, ESAT, SAVS, ASLL,

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du PCG 2014-03, du règlement n°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privés à but non lucratif. Ainsi que les règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2022-06 et n°2023-03.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

- Le règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

- Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

- Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles.



Règles et méthodes comptables

- Les changements induits par ce règlement se traduisent dans les comptes de la manière suivante :
- Nouvelle définition du résultat exceptionnel : sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Désormais, les opérations dont la réalisation concerne l'activité normale et courante de l'association sont exclues du résultat exceptionnel et sont inscrites dans le résultat courant, selon leur nature, en résultat d'exploitation ou en résultat financier ;
- Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, précédemment classées en produits exceptionnels, sont désormais présentées au niveau des produits d'exploitation dans la rubrique « Concours publics et subventions d'exploitation ».
- Les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation. Les produits de ces cessions figurent au poste « Produits des cessions d'immobilisations » et les valeurs nettes comptables des immobilisations au poste « Valeurs comptables des immobilisations cédées ».
- La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations, qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits.

La principale incidence de ce changement de réglementation comptable concerne les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles. Au 31 décembre 2025, les produits de ces cessions figurent au poste « Produits des cessions d'immobilisations » pour 1 800 € et les valeurs nettes comptables des immobilisations au poste « Valeurs comptables des immobilisations cédées » pour 39 €. Au 31 décembre 2024, les cessions et mises au rebut d'immobilisations sont enregistrées dans le résultat exceptionnel. Les produits de cession figurent en « Produits exceptionnels » pour 1 220 123 € et les valeurs nettes comptables des immobilisations en « Charges exceptionnelles » pour 1 021 937 €.

Par ailleurs, afin de se conformer à la réglementation comptable, un reclassement a été opéré à la clôture de l'exercice 2025 concernant les Reports à nouveau des activités sociales et médico-sociales. Ces reports à nouveau figurent désormais sur la ligne « Report à nouveau » des fonds propres alors qu'ils étaient jusqu'à présent classés sur la ligne « Autres fonds propres avec droit de reprise ».

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf le changement de réglementation comptable indiqué précédemment,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Fiscalité

L'activité de l'association est située dans le secteur non marchand. Elle bénéficie ainsi des exonérations des impôts commerciaux.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	48 368	6 120		54 488
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	126 761	73 004		199 765
Immobilisations incorporelles	175 130	79 124		254 254
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 152 264	131 837	2 294	1 281 807
- Matériel de transport	298 093	2 990	3 000	298 083
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 514 573	193 872	2 849	1 705 596
- Emballages récupérables et divers	26 814	1 812		28 626
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 991 744	330 511	8 143	3 314 112
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 283 352	77 490	36 072	1 324 770
Immobilisations financières	1 283 352	77 490	36 072	1 324 770
TOTAL	4 450 226	487 125	44 215	4 893 136

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

la durée d'amortissement (dont logiciels) est de 1 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de transport : 5 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : de 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amo- tisse- ment	Mode d'amo- tisse- ment	Amor- tisse- ments cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tisse- ments cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement			4 436	9 674		14 110
- Fonds commercial						
- Autres immobilisations incor			107 953	22 843		130 796
Immobilisations incorporell			112 389	32 517		144 906
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agenc et aménagements des constru						
- Installations techniques, maté et outillage industriels						
- Installations générales, agenc et aménagements divers	10 ans		952 112	82 465	2 294	1 032 283
- Matériel de transport	5 ans		221 473	24 912	3 000	243 386
- Matériel de bureau et informat mobilier	5 à 10 ans		1 179 062	135 449	2 810	1 311 701
- Emballages récupérables et d			19 003	3 481		22 484
Immobilisations corporelles			2 371 650	246 307	8 104	2 609 853
TOTAL			2 484 039	278 824	8 104	2 754 759



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 614 158 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 324 770		1 324 770
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 489 679	2 489 679	
Autres	775 796	775 796	
Charges constatées d'avance	23 913	23 913	
Total	4 614 158	3 289 388	1 324 770
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

FONDS AVANCES POUR LE COMPTE DES USAGERS

Au 31/12/2025, le montant des fonds dus aux usagers s'élève à 280 098 €. Pour mémoire, en 2024, l'association détenait des fonds reçus ou déposés pour les usagers à hauteur de 239 281€.

En 2023, des comptes bancaires dédiés ont été ouverts à chaque usager recevant des fonds afin d'isoler ces fonds de la trésorerie de l'Association.

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	489 305
IJSS	72 311
PRODUITS A RECEVOIR	629 812
Total	1 191 428



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentation dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	25 962			25 962
Stocks et en-cours				
Créances	68 100			68 100
Total	94 062			94 062

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	A la clôture
Fonds propres sans droit de	657 052				657 052
Fonds propres avec droit de					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités socia	40 000				40 000
Réserves des activités social	3 228 351		63 345		3 291 697
RAN hors activités sociales	-2 506 703	325 290	1 253		-2 180 160
RAN des activités sociales	-1 018 103	1 632 459	-64 598		549 758
Exc.ou Déficit hors activ.soci	1 957 749	-1 957 749	2 167 504		2 167 504
Exc.ou Déficit des activités s					
Situation nette	2 358 347		2 167 504		4 525 851
Fonds propres consommable					
Subventions d'investissemen	73 592		72 760	7 131	139 221
Provisions réglementées	1 084 060				1 084 060
Droits de propriétaires (Com					
TOTAL	3 515 999		2 240 264	7 131	5 749 132

Notes sur le bilan

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	1 084 060			1 084 060
Total	1 084 060			1 084 060
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Provisions



Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercic	Dotations de l'exercic	Reprises utilisées de l'exercic	Reprises non utilisée de l'exercic	Provisions à la fin de l'exercic
Litiges	410 215	47 728			457 943
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités	177 000		3 000		174 000
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	1 760 097	163 091	53 572		1 869 616
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et char					
Total	2 347 312	210 819	56 572		2 501 559
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		210 819	56 572		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 17 492 075 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	11 962 497	11 962 497		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (22 482	22 482		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	578 188	578 188		
Dettes fiscales et sociales	4 323 279	4 323 279		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	82 858	82 858		
Autres dettes (**)	522 770	522 770		
Produits constatés d'avance				
Total	17 492 075	17 492 075		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercic				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

AUTRES DETTES

Le montant du poste « aux autres dettes » de 522 770 € correspond principalement:

- 280 098 € comptes de bénéficiaires,
- 143 385 € trop versés



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	63 581
DETTES POUR CONGES PAYES	1 297 864
DETTES POUR RTT	64 935
PERSONNEL CHARGES A PAYER	3 773
PERSONNEL CHARGES A PAYER	39 707
DETTE FCP CET	631 023
CHARGES SOCIALES CP	658 539
CHARGES SOCIALES RTT	39 198
CHARGES SOCIALES A PAYER	2 322
Divers - charges à payer	2 400
Total	2 803 342

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	23 913		
Total	23 913		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	43 651	
TOTAL	43 651	

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		5 250 350	33 041 830			38 292 181
Subventions d'exploitati					388 185	388 185
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investiss						7 131
						38 687 497



Notes sur le compte de résultat

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		2 167 504
SIEGE		81 459
AEMO		830 327
PFS	58 828	
RESEAU		8 733
RCVR		331 242
AEMO SPECIAL JEUNES		117 591
CMPP		116 760
MNA RELAIS	31 477	
MNA AGORA	139 369	
MNA PORTALET/ les orangers	22 176	
MNA MALA/EVAL/OPP		187 089
MNA DIFFUS		394 065
MNA BLUE		11 449
ACT		128 512
SIE		19 429
LHSS	11 961	
ESAT SOCIAL		36 299
SAVS		17 612
Part du résultat sur gestion conventionnée	263 811	2 280 567
Part du résultat sur gestion libre		150 748



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 419 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				73
Employés				346
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total				419

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 303 504 euros.

* Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés (brut charge) : 303 504 euros.
(article 30 de la loi n°3006-586 du 23 mai 2006)



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>CAUTION FONDS DE DOTATION La Sauvegarde du Var</i>	3 550 000
Avals et cautions	3 550 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	3 550 000

Engagements donnés

Cautions bancaires

L'Association est caution solidaire sur un prêt bancaire souscrit par le fonds de dotation ADSEAAV pour un montant de 3 500 000€. les interets et commissions afférentes à ce prêt ne sont pas valorisés.

Les engagements à court terme ne sont pas valorisé (LLD).

Ces contrats représentent en 2025, une charge d'exploitation d'un montant de 767 353€.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 869 616 euros

Jusqu'au bilan clos du 31/12/2018, l'engagement de retraite était comptabilisé à hauteur des financements accordés par les autorités de tarification au poste fonds dédiés. Au 31/12/2023, l'engagement de retraite a été comptabilisé en provisions pour charges pour son montant total, soit 1 734 792 €.

La quote-part de l'engagement non provisionné au 31/12/2019, 1 577 406€, a été imputé sur les fonds propres au poste Report à nouveaux.

Les valeurs des engagements au 31 12 2025 est de 1 869 616 €.

Ces évaluations ont été réalisées sur la base des données démographiques et salariales au 31/12/2024, dans le respect des principes comptables français (recommandation n°2013-R.02 du 7 novembre 2013 et avis n°2004-05 du 25 mars 2004 de l'ANC) dans le cas d'un départ volontaire en retraite du salarié (hypothèse retenue pour l'évaluations). Dans ces conditions, son indemnité est soumise à charges sociales.



Autres informations

Taux d'actualisation: 3.60%

Taux de progression des salaires : 2.10%

Type de départ : initiative du salarié

Taux de charges sociales patronales : 58.87% pour les cadres et 48.36% pour les non cadres

Taux de mortalité : INSEE 2019-2021

Taux de turn over : 6.24%

Age de départ :

L'âge de départ en retraite est fixé en ajoutant à l'âge de début de carrière, le nombre de trimestres nécessaires pour liquider la rente sécurité sociale sans abattement. Les carrières longues sont prises en compte dans la mesure où les conditions se sont largement assouplies, elles concernent beaucoup plus de

salariés, notamment en raison de l'ajout d'un cas pour les salariés ayant commencé leur carrière avant 21 ans

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exerci Montant global	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés (pr sans dép.)
	A	B			C	A - B + C	
<i>fonds dédiés inv</i>	136 824	136 823	9 357		26 600	154 066	
<i>fonds dédiés ex</i>	71 870	71 870	20 680		6 360	57 550	
Total	208 694	208 693	30 037		32 960	211 616	

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, est inscrite en charge en « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan en « fonds dédiés ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation de fonds dédiés ».

Les fonds dédiés constitués au 31/12/2025 s'élèvent à 211 616 €

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :

- 1 Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur,
- 2 Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

FINANCEMENT DVMO :

Historique

Selon un courrier du Conseil départemental du Var en date du 24 novembre 2021 « notification du prix de journée » le financement du service DVMO est effectué sur :

- La reprise des excédents 2020/2021 du service AEMO à hauteur de 660 000€
- sur les provisions constatées 2017 et rejetées par le service de la tarification à hauteur de 777 445€,

Pour la période du 01/05/2020 au 30/04/2023, le montant total du financement annoncé est donc de 1 666 137€, il est à noter que la somme arithmétique des éléments affectés par le CD du VAR au financement du DVMO représente 1 437 445€. Les charges réelles sur la période s'élève à 1 861 426€. un déficit cumulé sur la période est de 423 981€.

Nous restons dans l'attente d'un financement complémentaire du Conseil Départemental du Var.

SUIVI DE LA DETTE DU CMPP VIS-A-VIS de l'ARS

Historique

A la suite d'un arrêté tardif du prix de journée 20210 du CMPP, il en ressortait un prix de journée nettement inférieur au prix de séance facturé et débouchait sur une rétroactivité du prix de séance négative. Au regard de la situation exceptionnelle, l'ARS a notifié dans le rapport de tarification qu'elle ne procéderait pas à la rétroactivité du prix de séance et que l'excédent de produit dégagé (soit 737 868.72€) serait repris par tiers à compter du budget prévisionnel 2012.

L'ARS sur les budgets prévisionnels 2012, 2013 et 2014 n'a pas repris cet excédent conformément au rapport de tarification 2010. En 2015, l'ARS a notifié à l'Association le reclassement de cet excédent en dette. Cette dernière est reprise sur 10 ans en diminution des produits sur les budgets prévisionnels à compter de 2015.

Pour respecter les mécanismes comptables de reprise de résultat des établissements sociaux et médico-sociaux, le solde de la dette a été maintenue dans le compte 10686000 (Réserve de compensation).

Suite à un courrier en date du 21/01/2016, le solde de 716 945.08€ au 31/12/2015, l'ARS nous informe que cette dernière sera reprise par dixième jusqu'à extinction.

Cette dette viendra en déduction des charges d'exploitation des budgets prévisionnels et n'entre pas dans le mécanisme comptable de reprise de résultat des établissements sociaux et médico-sociaux. Nous avons alors procédé à son reclassement en compte 46600000 "Excédents de versements".

Au 31/12/2025, ce compte présente un solde de 143 385.08€

Contrôle URSSAF

Sur l'exercice 2025, l'association a été contrôlé par les services de l'URSSAF. Le 26 mai 2025, l'association s'est vu notifier une rectification pour la somme de 1 423€.

CPOM

Notre Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens s'étalant sur la période 2020-2025 s'est terminé 22/12/2025. Nous restons dans l'attente d'une rencontre avec l'ARS pour signer un nouveau CPOM pour la période 2026-2031.

